

Les Français, les valeurs et le bien commun

Sondage Harris Interactive pour Tilder et l'Institut Montaigne, dans le cadre de l'émission « Face aux Idées »

Enquête réalisée en ligne par l'institut Harris Interactive les 30 et 31 mai 2011. Echantillon de 1002 individus issus de l'access panel Harris Interactive, représentatifs de la population française âgée de 18 ans et plus. Méthode des quotas et redressement appliquée aux variables suivantes : sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle et région d'habitation de l'interviewé(e).

Paris, le 6 juin 2011 - Harris Interactive a réalisé une enquête auprès d'un échantillon représentatif de Français pour l'émission « Face aux idées », rendez-vous mensuel de la chaîne LCP-AN à l'initiative de Tilder et de l'Institut Montaigne, et dont l'émission est consacrée ce mois-ci à l'éthique dans la société française.

Il s'agissait, à travers ce sondage, d'appréhender les acteurs qui, pour les Français, véhiculent des valeurs positives ou négatives mais également d'identifier ce qui, selon eux, pourrait rendre la société française d'aujourd'hui plus juste.

Cette enquête fait apparaître que :

- **Si l'école, les associations ou encore les citoyens en général sont identifiés comme des acteurs qui véhiculent plutôt des valeurs positives pour la société française** (respectivement 79%, 71% et 66%), **les syndicats, les institutions religieuses et surtout les responsables politiques sont majoritairement perçus comme véhiculant des valeurs négatives** (respectivement 57%, 58% et 81%).
- **Concernant les réformes qui permettraient de rendre le monde de l'entreprise plus juste, l'opinion des Français se focalise autour des salaires, qu'il s'agisse d'augmenter le salaire minimum (41%), de créer un salaire maximum (25%) ou de garantir la transparence des rémunérations (23%). Quoi qu'il en soit, on mesure que les Français privilégient une attente de meilleur traitement de leur propre cas à une critique à l'égard des plus hauts salaires dans l'entreprise.**

- Les Français mettent en avant deux orientations principales, permettant, selon eux, **de rendre le monde politique plus juste : interdire le cumul des mandats (54%) et contrôler les dépenses publiques de façon plus stricte (53%)**.
- **Enfin, pour développer le sens du bien commun chez les jeunes**, les Français s'accordent majoritairement sur deux réformes principales ayant toutes deux trait au civisme : **développer l'éducation civique à l'école (63%) et mettre en place un service civique obligatoire (57%)**.

Dans le détail :

Selon les Français, les associations et l'école véhiculent des valeurs positives, quand les institutions religieuses et surtout les responsables politiques véhiculent plutôt des valeurs négatives

Selon près de huit Français sur dix, les associations participent à véhiculer des valeurs positives pour la société française : c'est l'avis de 79% des sondés, tandis que 17% jugent au contraire que les **associations** portent des valeurs négatives. Les Français attribuent également un rôle positif dans la promotion des valeurs à l'école (71% plutôt des valeurs positives, pour 25% plutôt des valeurs négatives), mais aussi aux citoyens en général (66% positives contre 30% négatives), aux artistes (62% positives contre 33% négatives) et dans une moindre mesure aux entreprises (54% positives contre 41% négatives). A l'inverse, certains acteurs sont identifiés par une majorité de Français comme véhiculant plutôt des valeurs négatives : c'est le cas des sportifs (52% négatives, pour 43% positives), des syndicats (57% négatives contre 39% positives), des institutions religieuses (58% négatives contre 38% positives), et surtout des **responsables politiques, qui sont les acteurs jugés avec le plus de sévérité par les Français sur le plan des valeurs qu'ils véhiculent, 81% jugeant qu'il s'agit plutôt de valeurs négatives**, pour seulement 15% « positives ».

Notons que les jeunes âgés de 18 à 24 ans se montrent sensiblement plus positifs que les individus âgés de 50 ans et plus sur la mise en avant de valeurs positives par les associations (92% pour 72%) et par l'école (82% pour

67%). Dans ces deux domaines, les sympathisants de Gauche (respectivement 90% et 83%) se montrent également plus positifs que les sympathisants de Droite (respectivement 78% et 70%), de même pour les syndicats (68% à Gauche, pour 14% à Droite), alors que ces derniers sont plus nombreux à valoriser le rôle des entreprises (83% à Droite, contre 46% à Gauche).

Les Français attendent principalement des mesures concernant les rémunérations afin de rendre le monde de l'entreprise plus juste, et parmi ces mesures, l'augmentation du salaire minimum passe nettement avant l'encadrement des salaires des dirigeants

Pour rendre le « monde de l'entreprise » plus juste, la mesure la plus approuvée est l'augmentation du salaire minimum, avec 41% de citations, devant la prévention du stress au travail (31%), la création d'un salaire maximum (25%) et la transparence des rémunérations (23%). On le voit, **par « inégalités dans le monde du travail », les Français entendent souvent « inégalités salariales »** : c'est principalement sur le levier de la rémunération que se joue pour eux la question de la justice dans l'entreprise, et le sentiment d'injustice est davantage alimenté par une attente d'aide envers les salariés en bas de l'échelle (augmenter le salaire minimum) que par une sanction des hauts revenus (création d'un salaire maximum). Les autres propositions sont citées par moins d'un quart des Français, que ce soit le développement de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (21%), la lutte contre les discriminations (18%), l'augmentation de la présence de femmes dans les instances dirigeantes (15%) ou l'amélioration du lien intergénérationnel dans l'entreprise (11%).

L'augmentation du salaire minimum est particulièrement citée par les femmes (45%, pour 36% des hommes), les catégories populaires (48%, pour 35% des catégories supérieures) et les sympathisants de Gauche (50%, pour 24% des sympathisants de Droite), mais aussi par les personnes sans préférence partisane (41%). De façon générale, la proximité politique a une influence sur le jugement porté à l'égard des différentes orientations proposées, puisque les sympathisants de Gauche soutiennent davantage la prévention du stress au travail et la création d'un salaire maximum (respectivement 31% et 29% à Gauche, pour 25% et 22% à Droite), quand les sympathisants de Droite sont plus nombreux à valoriser la transparence des rémunérations et le développement de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises (respectivement 27% et 27% à Droite, pour 23% et 22% à Gauche). Soulignons également que les hommes citent davantage que les femmes la création d'un salaire maximum (30% pour 21%) et la transparence des rémunérations (27% pour 19%), quand la lutte contre

les discriminations et l'augmentation de la présence de femmes dans les instances dirigeantes sont au contraire davantage citées par les femmes (respectivement 21% et 20%) que par les hommes (respectivement 14% et 10%).

La garantie de davantage de justice dans le monde politique passe, selon les Français, moins par des considérations de rémunération que par l'interdiction du cumul des mandats et un contrôle plus strict des dépenses publiques

Deux orientations sont citées par une majorité de Français permettant, selon-eux, de rendre le monde politique plus juste : l'interdiction du cumul des mandats (54%), et un contrôle plus strict des dépenses publiques (53%). Par contraste, la transparence des rémunérations apparaît comme un point moins essentiel, avec moins d'un tiers de citations (31%). Un quart des Français (24%) mentionnent une limitation du nombre de mandats d'affilée possible pour un même poste. Enfin, les mesures visant à améliorer la représentativité du personnel politique sont peu mises en avant : 16% pour le développement de la parité hommes/femmes parmi les responsables politiques, et 8% pour une meilleure représentation des jeunes.

Plus précisément, l'interdiction du cumul des mandats est davantage citée par les hommes (59%, pour 49% des femmes), les 50 ans et plus (60%, pour 33% des 18-24 ans), les sympathisants de Gauche et les individus sans préférence partisane (respectivement 59% et 57%, pour 49% des sympathisants de Droite). Les jeunes âgés de 18 à 24 ans se montrent plus sensibles à la question de la transparence des rémunérations (47%, pour 27% des 50 ans et plus) et à la meilleure représentativité du personnel politique (23% pour la parité hommes/femmes, et 21% pour une meilleure représentation des jeunes), tandis qu'ils citent moins la limitation du nombre de mandats d'affilée pour un même poste (9%, pour 26% des 50 ans et plus). Notons que les sympathisants de Droite mettent principalement en avant le contrôle des dépenses publiques (66%). Les femmes sont également plus nombreuses que les hommes à citer les orientations améliorant la représentativité du personnel politique, que ce soit à travers le développement de la parité hommes/femmes (20% des femmes, pour 13% des hommes) ou la meilleure représentation des jeunes (10% des femmes, pour 5% des hommes) – même si ces deux mesures restent en fin de classement chez les femmes comme chez les hommes.

